

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Le droit d'affichage en question lui aussi

Vendredi soir, le tribunal ordonnait l'évacuation des grévistes d'Usinor-Mardyck. Samedi matin, la même décision frappait ceux de La Solmer à Fos qui occupent la salle de contrôle des hauts fourneaux. C'était vendredi et samedi, Barre n'a pas perdu un instant ! Et voilà qu'aujourd'hui l'Assemblée nationale va discuter d'un projet de loi gouvernemental, visant à interdire l'affichage dit d'opinion (politique ou syndical) cela sous prétexte de réglementation de la publicité et de pollution.

Cette nouvelle tentative de réglementation, de limitation du droit d'affichage fait suite à d'autres attaques contre les droits démocratiques arrachés de haute lutte par la classe ouvrière à la bourgeoisie, le droit de grève, de manifestation, le droit d'affichage.

Déjà au moment des grèves dans les centres de tri PTT, le patronat et le gouvernement avaient menacé de limiter le droit de grève.

Le 23 mars, c'était la provocation montée par le pouvoir et sa police pour s'en prendre au droit de manifestation.

Lors des procès qui ont suivi, plusieurs dizaines de manifestants dont plusieurs syndicalistes ont été arbitrairement condamnés à de lourdes peines de prison. Même des personnes rafalées avant la manifestation ont été condamnées ! Le lendemain du 23 mars, Bonnet donnait des instructions aux préfets pour qu'ils interdisent les manifestations dans les centres des villes.

Plus récemment encore, Barre, dans une note de service, demandait à ce que les candidats à la fonction publique soient soumis à un interrogatoire sur leur comportement social. C'est la voie ouverte à l'interdiction professionnelle, dont nous avons eu un exemple avec le cas de Boisgontier au CNRS.

Aujourd'hui, c'est le droit d'affichage qui est remis en cause. Les affiches qui permettent d'appeler aux manifestations, de se réunir pour lutter ensemble contre les licenciements. C'est de cela que le gouvernement a peur, il veut pouvoir licencier en toute quiétude. Après les menaces des patrons, Barre est passé aux actes, il a mis en branle sa police le 23, puis sa justice expéditive les jours suivants, aujourd'hui, il veut renforcer son arsenal de lois répressives contre les travailleurs. En fait, les hommes des monopoles ont de plus en plus peur de la riposte des travailleurs aux licenciements et à l'austérité. Ils veulent limiter les droits démocratiques, droit de manifestation, droit de grève, d'affichage. Cela nous devons l'empêcher. Ces droits nous devons les défendre.

Léon CLADEL

L'agriculture : le pétrole vert de Giscard
Voir notre article page 4

Epreuve de force à Usinor

Les tribunaux ordonnent l'évacuation.

L'occupation se poursuit à Mardyck et à Fos.

Grand meeting ce mardi à Dunkerque

Voir page 3



Le 16 février, ceux de Mardyck manifestaient aux côtés des autres sidérurgistes du Nord. Depuis, ils ont décidé d'occuper leur entreprise pour la satisfaction de leurs revendications. Photo HR

Situation politique troublée en Iran

Démission du ministre Sandjabi
«Disparition» de l'Ayatollah Taleghani

LA démission de Karim Sandjabi, ministre des Affaires étrangères d'Iran, la disparition volontaire de l'ayatollah Taleghani : deux événements illustrant la situation politique complexe qui règne aujourd'hui en Iran et les luttes d'influence qui s'y mènent. L'unité, faite autour de mots d'ordre islamiques, lors de la lutte contre la dictature du Shah, s'effrite.

Karim Sandjabi, dirigeant du Front national, le parti laïque d'opposition, le plus important lors de la lutte contre le Shah, avait déjà posé sa démission au mois de mars dernier, mais elle avait alors été refusée par le premier ministre Bazargan. Sandjabi a expliqué ses raisons motivant sa démission : « Compte-tenu de la paralysie des affaires, de la responsabilité collective des milices, je ne peux continuer à exercer mes fonctions ».

C'est donc, encore une fois, le problème de la multiplicité des pouvoirs qui resurgit. Le pouvoir n'est pas un en Iran : il y a le gouvernement Bazargan, les comités « Khomeiny », la « Garde nationale islamique » en cours de constitution, le Conseil de la révolution et, bien sûr, l'ayatollah Khomeiny. Si, en principe, le gouvernement doit diriger ces divers corps constitués, tels que les comités « Khomeiny », ceux-ci poursuivent leurs actions de façon autonome, en tout cas indépendamment des ordres gouvernementaux. Ils sont à l'origine de nombreuses « bavures ». L'une d'elles a été leur intervention pour mettre fin à une réunion culturelle organisée par les Turkmènes. Cette intervention avait mis le feu aux poudres et déclenché une révolte : des affrontements armés violents se sont poursuivis durant plusieurs jours entre les comités « Khomeiny » et la population.

Le pouvoir de ces fameux comités ou de la récente Garde nationale, on le voit également

à travers d'une affaire qui a fait beaucoup de bruit à Téhéran : l'arrestation des deux fils et de la belle-fille de l'ayatollah Taleghani. Ayatollah de la ville de Téhéran, connu comme étant « progressiste », Taleghani a été chargé pour cette raison de missions particulièrement délicates. Ainsi, c'est lui qui fut le représentant envoyé par le gouvernement auprès des représentants kurdes en rébellion contre le pouvoir central. Mission accomplie et réussie en peu de jours : arrêt des hostilités contre un statut d'autonomie et de sérieuses garanties pour le respect de ce dernier. L'ayatollah Taleghani, très populaire à Téhéran, n'est pas, lui non plus, d'accord avec la façon dont sont menées les affaires.

Malgré les diverses interventions de personnalités, les deux fils et la belle-fille de l'ayatollah ont été retenus à la prison durant 24 heures. On ne connaît pas le motif exact de ces arrestations opérées par la nouvelle « Garde nationale islamique ». Mais on sait, par exemple, que la bru de Taleghani était l'une

des dirigeantes de l'Organisation révolutionnaire islamique des femmes.

Pour protester contre ces pratiques arbitraires, contre cette existence de pouvoirs parallèles agissant de manière autonome, l'ayatollah Taleghani a « disparu ». Des milliers de gens sont descendus dans les rues dimanche pour apporter leur soutien à l'ayatollah de Téhéran qui apparaît comme un rempart contre le fanatisme et plus respectueux des aspirations exprimées par le peuple iranien lors de sa lutte contre la dictature du Shah.

L'installation d'un pouvoir politique effectif, efficace, est encore loin d'être faite. Cette lutte entre les divers pouvoirs, entre les diverses conceptions allant du fanatisme religieux avec toutes les conséquences que cela implique à la volonté de démocratie, est loin d'être terminée. Malgré les diverses tentatives de Bazargan pour réduire celui des comités « Khomeiny », ces derniers conservent dans les faits un pouvoir exorbitant, inquiétant sous bien des aspects.

Evelyne LE GUEN

DANS L'ACTUALITE

La journée du 13 avril
à Usinor-Dunkerque et Mardyck

Renforçons l'unité face aux intimidations patronales, judiciaires et policières contre les sidérurgistes

VENDREDI soir, le tribunal d'instance de Dunkerque a ordonné l'évacuation de l'usine d'Usinor-Mardyck. Samedi matin, le tribunal d'Aix-en-Provence exigeait lui aussi l'évacuation de la salle de contrôle des hauts fourneaux de la Solmer à Fos. Mardi à 14 heures, un grand meeting doit réunir les sidérurgistes et les travailleurs des autres boîtes de Dunkerque devant Usinor. Rappelons que les revendications des sidérurgistes portent sur l'amélioration des conditions de travail, la création d'une cinquième équipe et l'augmentation des salaires de 300 F. Voici comment s'est déroulée la journée du 13 avril à Usinor-Dunkerque et Mardyck.

De notre correspondant
du Nord

VENDREDI 13 avril à 13 heures : meeting devant les grands bureaux d'Usinor-Dunkerque, 200 à 300 travailleurs sont là. C'est peu sur un effectif de 10 700 personnes. Et ceux qui sont là sont des lock-outés.

Les grévistes du haut-fourneau et du parc à brames n'ont pas rejoint le mouvement des lock-outés. Pourquoi cette division si nuisible à la lutte des travailleurs ? La réponse est donnée par le « Collectif » CFDT-Usinor lui-même dans un communiqué à la Voix du Nord :

« L'ensemble des hauts-fourneaux réunis tient à préciser que leur démarche est engagée avec les syndicats pour les revendications précises et qu'ils n'accepteront pas que leur lutte soit utilisée à des fins politiques, à des coups provocateurs et à l'agacement des populations. Les hauts-fourneaux se battent pour l'amélioration des conditions de vie et de salaire de leurs familles et de leurs enfants. Un point, c'est tout ».

LA NECESSAIRE UNITE DES GREVISTES ET DES LOCK-OUTÉS

Prises de parole de la CGT, de FO, La CFDT « officielle », le « collectif » brille par son absence, aujourd'hui comme les jours précédents. Ceux qui sont là sont les délégués de la section CFDT « suspendue ».

L'argument du « collectif » est que l'action doit se passer dans l'entrepris. Certes, mais à l'heure actuelle, c'est le lock-out et refuser d'agir hors de l'entrepris, c'est ici refuser l'unité avec les lock-outés,

jouer le jeu de la division qu'opère la direction qui ne se prive pas par des communiqués de presse et, dernièrement, par une lettre envoyée à domicile, de monter les travailleurs les uns contre les autres en rendant les haut-fourneaux responsables du lock-out.

L'important est pourtant de développer l'unité dans la lutte, de montrer aux haut-fourneaux et aux travailleurs du parc à brames que l'ensemble des lock-outés et grévistes se battent pour les mêmes revendications : augmentation du salaire, paiement intégral des jours lock-outés. C'est aussi, de fait, refuser l'unité avec les grévistes d'Usinor-Mardyck puisque les travailleurs d'Usinor-Dunkerque rejoignent depuis plusieurs jours, pour des actions communes, ceux de Mardyck qui occupent leur usine.

L'action menée ce vendredi 13 avril, ce fut le blocage des lignes de chemin de fer et de la circulation comme cela s'est déjà fait le 12, mais surtout la décision d'aller massivement accompagner les 14 grévistes de Mardyck assignés en référé devant le tribunal de grande instance à 17 heures.

L'ATTITUDE DU PCF

« On y va tous » fut la réponse à la lecture de la lettre de l'huissier par Simon, délégué CGT de Mardyck. A 17 heures, nous sommes devant le tribunal ; seule une petite délégation peut rentrer. Bien sûr, on a bien l'idée de forcer le passage malgré les six flics, mais ça ne se fait pas.

Six flics devant la porte du palais de justice, mais 14 cars de CRS dans les rues avoisinantes ; les manifestants n'ont pas le rapport de force et le sentent bien.

Mais ça n'empêche pas le sénateur du PCF, Ehlers, de faire un topo engageant les « camarades » à mener

l'action avec responsabilité, à ne pas faire de provocations. Occasion aussi de vanter l'action des parlementaires communistes : une cassette d'enregistrement de leurs propositions au Parlement est même disponible pour les travailleurs. Un appui décisif à la lutte, à n'en pas douter ! Une fois de plus, le Parlement est mis en valeur et privilégié par rapport à la lutte sur le terrain.

Son discours est loin d'être apprécié par les militants CFDT avec qui je discute et par bien d'autres.

LES ACTIONS A VENIR

Le jugement du tribunal est expéditif : retrait du piquet de grève d'ici le lendemain samedi 14 ou appel à la force publique.

Usinor n'avait aucun argument valable contre les grévistes, la sécurité étant respectée. La seule accusation est l'atteinte à la propriété privée.

Les gars repartent à l'usine, ceux de Mardyck plus déterminés que jamais. Il s'agit de s'organiser et de renforcer la présence au piquet. Surtout que mardi, les grévistes s'attendent à un retour en force de la maîtrise pour reprendre les gars. Le même mardi, à 14 h, un grand meeting doit réunir les sidérurgistes et les travailleurs des autres boîtes de Dunkerque devant Usinor.

Espérons que le 17 verra le mouvement prendre un nouveau souffle et l'unité se consolider entre les travailleurs d'Usinor-Dunkerque, entre ceux de Dunkerque et Mardyck, et avec la Solmer, mais aussi avec la lutte de Denain et Longwy contre les licenciements. Lutte dont les organisations syndicales ne soufflent mot en ce moment. Lutte solidaire de tous les sidérurgistes.

Rémi DAINVILLE



Le président Tito s'est rendu sur les lieux du tremblement de terre pour constater lui-même les dégâts. Il a lancé dimanche un appel à la population pour porter secours aux victimes.

Un dramatique tremblement de terre frappe la Yougoslavie et l'Albanie

UNE fois de plus, la Yougoslavie a été touchée très durement par un tremblement de terre. Dimanche, de très fortes secousses se produisaient dans la région du Monténégro. Lundi matin, un nouveau tremblement de terre affectait la même région. Ce séisme a détruit cinq villes proches de la côte. Le nombre des victimes est de 235 morts au moins et des centaines de blessés.

Dimanche, les premières secousses très fortes faisaient s'écrouler nombre d'immeubles de cinq villes du Monténégro (Kotor, Ulcinje, Bar, Budva, Split), région proche de la mer, ainsi que les maisons et habitations des villages de cette région. Lundi dans la matinée, de nouvelles secousses (d'intensité 7 sur l'échelle de Richter qui en compte 9) finissaient de détruire ce qui était resté sur place.

Dès dimanche, à l'appel du président Tito, le peuple yougoslave se mobilisait à plein pour porter secours aux victimes. Les Yougoslaves font la queue devant les hôpitaux pour donner leur sang. L'armée yougoslave organisait les secours qui arrivaient du pays tout entier. Des équipes médicales et de désinfection arri-

vaient sur les lieux rapidement. L'acheminement des renforts était pourtant rendu très difficile par la destruction des voies de communication (chemin de fer et routes).

La recherche des corps des victimes était entreprise par des plongeurs qui fouillaient le rivage de l'Adriatique tandis que des équipes aidées par des

chiens dressés pour cela tentaient de retrouver les corps sous les ruines.

Avec ce nouveau tremblement de terre, c'est un nouveau coup qui est porté à l'économie yougoslave. Toute la saison touristique de la région est anéantie.

Déjà, en 1963, la ville de Skopje avait été détruite par un tremblement de terre qui avait fait plus de 1 000 victimes.

Le même séisme a fait aussi des victimes en Albanie où 35 personnes sont mortes et 300 blessées. Les travailleurs de France ne peuvent manquer d'être émus et d'exprimer leur solidarité face à une catastrophe qui éprouve les peuples de ces pays.

Une région à séismes

Le Monténégro est situé dans une région, du globe très instable, caractérisée par l'existence de failles reposant à la limite de plaques sur lesquelles reposent l'écorce terrestre, les mers et les océans.

Ces plaques sont en mouvement les unes par rapport aux autres. Ces mouvements provoquent à la longue d'énormes tensions entre plaques et de violents déplacements qui sont à l'origine des tremblements de terre.



Mardi à la télévision, une émission sur l'Europe agricole

L'agriculture : le pétrole vert de Giscard

L'agriculture représente 1/5 des exportations françaises.

Une «richesse» qui s'est soldée par la disparition de centaines de milliers d'exploitations

Une émission sur l'Europe agricole à la télévision mardi à 22 heures : la campagne sur les élections européennes est comme on voit de fait engagée. L'exode rural étant si important, il y aura été fait sans doute quelques allusions à la ruine des travailleurs de la terre. A l'heure où Giscard parle d'« agriculture de conquête », il est une réalité qu'il est bon de rappeler en tout cas dans les colonnes de notre journal. Dès les années 1950, l'Europe agricole a été utilisée par le pouvoir pour refaire une santé aux monopoles français. Et si les monopoles agro-alimentaires se sont taillés une bonne place au soleil c'est en faisant des coupes sombres dans les rangs des petits et moyens paysans.

Après diverses tentatives infructueuses, c'est en 1957, au traité de Rome que sont fixés les objectifs généraux de la politique agricole commune. Mais c'est en 1958, à la conférence de Stresa que sont tracées les lignes directrices de la politique agricole commune, la PAC.

Les premières tentatives au début des années cinquante échouèrent : les USA sortant considérablement renforcés de la Seconde Guerre mondiale étaient favorables à une intégration européenne qui se ferait sous leur houlette. Les monopoles des différents pays européens qui, petit à petit, se refaisaient une nouvelle santé, ne voyaient pas cela du même œil... Pour se tailler une nouvelle place au soleil et tout en continuant entre eux à se livrer une concurrence acharnée, ils vont s'unir, pour être plus compétitifs face à leurs rivaux internationaux. Pour les monopoles français, cette solution devenait d'autant plus urgente que leurs marchés coloniaux (les trois-quarts des exploitations agricoles se faisaient vers l'Afrique du Nord et l'Union française se rétrécissaient comme une peau de chagrin.

LES PRINCIPES DIRECTEURS DE LA PAC

C'est la conférence de Stresa, en 1958, où étaient représentés la France, la RFA, les Pays-Bas, le Luxembourg et l'Italie qui va fixer les trois principes directeurs de la PAC.

— La libre circulation des produits agricoles à l'intérieur de toute la communauté par la suppression des droits de douane et taxes diverses, ainsi que l'harmonisation des différentes réglementations ;

— La préférence communautaire : des productions agricoles de la communauté européenne doivent être achetées de préférence à celles qui viennent de l'extérieur. Différents mécanismes sont mis en place pour atteindre ce but et aussi pour éviter une exportation des produits vers les pays du tiers monde quand les prix mondiaux sont plus favorables.

— La solidarité financière, par l'intermédiaire du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) qui est la caisse qui permet aux prix de rester communs chez les Six. Au premier juillet 1978, l'union douanière sera réalisée pour tous les produits sauf le vin et le sucre. En 1972, la Grande-Bretagne, le Danemark et l'Irlande rejoignent le Marché commun.

Ce Marché commun va se faire dans les différents pays sur la ruine de centaines de milliers de petits et moyens paysans et pour le plus grand profit des firmes

Journées de solidarité à Dunkerque, Denain et Fameck

Le 29, 30 avril et 13 mai organisées par le PCML



Communiqué du Comité de Parti Régional (Languedoc-Roussillon) du PCML

Il faut se préparer à de dures batailles contre les licenciements

Une vague de licenciements qui touche notre région depuis plusieurs années déjà s'intensifie de jour en jour. Tout comme les sidérurgistes du Nord et de l'Est, nous ne sommes pas épargnés par les plans de restructuration du gouvernement et du patronat. Qu'on en juge :

— Dans le Gard : 50 licenciements à Vallourec (Bessèges) ; 70 à Ugine Acier (l'ardoise) ; 65 prévus à la Société Nobel (cartouches, Manduel) ; 81 et plus à la société Allia Doulton (Alès) ; des menaces sérieuses aux fonderies de Tamaris et au dépôt SNCF de Nîmes.

— Dans l'Hérault : 60 licenciements de temporaires à Euroceral (Vendargues) et on parlerait de 300 autres fin 1979 ; des menaces sérieuses pèsent sur les ouvrières et ouvriers de Morari (téléphonie, Montpellier) et de Pauboye (confection, Sète).

— Dans l'Aude : 50 licenciements chez Formica (Quillan) et 48 chez Fioro (bâtiment, Limoux).

— Dans les Pyrénées Orientales : 84 licenciements à la Socaral (Elne) et des menaces sérieuses aux poupées Bella (Perpignan).

Ce sont près d'un millier de travailleurs qui sont ou vont être licenciés auxquels doivent être ajoutés ceux du bâtiment, les mineurs d'Alès, les petits pêcheurs, les ouvriers agricoles et, bien sûr, les petits viticulteurs qu'on liquide sans arrêt. Enfin, rappelons également les expropriations multiples des petits paysans de Lozère.

Face à cette attaque sans précédent de la bourgeoisie au pouvoir contre l'ensemble de la classe ouvrière, des travailleurs et de la petite paysannerie de notre région, il convient d'organiser d'urgence une riposte unie pour le droit au travail.

Mais pour cela, il est nécessaire de réunir toutes les chances de notre côté :

— Nous devons construire l'unité de la classe ouvrière et autour d'elle dans et pour la lutte contre les attaques de la bourgeoisie.

— En premier lieu, que dans chaque usine où des licenciements sont prévus, les travailleurs s'unissent sur un seul objectif : refuser les licenciements et décident eux-mêmes de la lutte à mener.

— Qu'autour de chaque lutte, se développent l'unité la plus large possible, la solidarité active de tous les travailleurs de la même branche, de la même ville, du même département et de la région afin d'imposer aux patrons un solide rapport de force.

Les ouvriers de Vallourec par exemple ont su, après un long travail d'explications, regrouper autour d'eux l'ensemble de la population de Bessèges. Et grâce à cela, ils ont pu faire reculer le patron.

Mais pour eux, rien n'est gagné, le patron voudrait fermer la boîte et pour l'empêcher il faudra un rapport de force plus important ; que dans tout le département, le soutien s'organise, que les syndicats impulsent la solidarité ! Voilà ce que demandent les ouvriers de Vallourec.

Il est donc urgent que les syndicats soient un solide outil entre les mains des ouvriers pour organiser la coordination des luttes, la solidarité nécessaire et active avec ceux qui se battent, pour vaincre l'isolement et la division, et non pas le champ de disputes entre les partis de gauche.

Il est urgent que l'action syndicale se renforce dans ce sens ; que jour après jour, se tissent les liens pour mettre en échec les plans des patrons, que toutes les énergies soient mobilisées pour imposer le droit au travail, pour unir les travailleurs actifs et les chômeurs, les hommes et les femmes, les vieux et les jeunes, les ouvriers et les petits paysans, les Français et les immigrés !

Il est urgent que dans notre région soit organisée la solidarité de tous avec les sidérurgistes du Nord et de l'Est, car c'est le même bras qui nous frappe, celui de Giscard, de son gouvernement et des patrons qu'il représente ! C'est contre eux que nous devons unir nos coups, du Nord au Midi !

Voilà donc les objectifs que s'est donné notre parti et qu'il entend proposer et discuter avec toutes et tous dans les usines, les services, les quartiers, les villages qui sont déjà dans la lutte ou s'y préparent.

Sur notre région, notre parti appelle l'ensemble des travailleurs à refuser les licenciements et à s'unir dans la lutte et autour des luttes.

Il appelle les travailleurs en lutte, les sections syndicales à envoyer des délégations aux journées de solidarité ouvrière que le PCML organisera les 29 et 30 avril à Dunkerque et Denain ainsi que le 13 mai à Fameck (Lorraine) pour marquer notre solidarité avec les sidérurgistes.

Dans notre région comme partout ailleurs, refusons les licenciements !

Du travail pour tous ! Du Nord au Midi solidarité !

Le comité de Parti régional (Languedoc-Roussillon) du Parti communiste marxiste-léniniste
Le 10 avril 1979

agro-alimentaires. Le régime gaulliste va s'en servir pour intensifier cette politique de restructuration de l'agriculture française.

POUR AVOIR DES FIRMES A LA HAUTEUR

Pour faire face à leurs concurrents, les firmes agro-alimentaires devaient être à la hauteur ; les cinquième et sixième plans y veilleront... Ainsi que le cinquième plan leur accorda 42% des aides, tandis que le sixième en fera un secteur prioritaire.

Pour approvisionner ces firmes agro-alimentaires, il fallait restructurer les campagnes ; petits et moyens producteurs ne sont pas suffisamment productifs et sont un frein pour l'appétit de profits insatiables des

monopoles. Il leur fallait donc se débarrasser des paysans insuffisamment rentables.

Ainsi, Pisani, le « socialiste » ira de sa petite loi d'orientation agricole de 1960 : elle fixera les superficies que doivent atteindre les exploitations agricoles pour être viables et donc bénéficier de subventions ; quant aux autres, qu'elles crévent ! Divers organismes sont créés : telles les SAFER (société d'aménagement foncier et rural) pour regrouper les petites exploitations et les revendre à des exploitants « qualifiés ». L'IVD (indemnité viagère de départ), prime qui a pour but d'encourager le départ et la « reconversion » des paysans pauvres est créée — FORMA, ONIBEV, l'Interlait et autres structures sont créées pour mieux orienter les productions dans le sens voulu par les firmes.

Le Crédit agricole, quant à lui, réservera des conditions avantageuses à certains producteurs et plongera les autres dans l'endettement.

POUR DES MILLIERS DE PAYSANS, LA RUINE

Le résultat est là : en 1955, il y avait 1 813 000 exploitations de un à vingt hectares, en 1970, on n'en comptait plus que 1 098 000. De 27% en 1954, la population agricole est passée à 9% en 1975. De 5,1 millions en 1954 à 2 millions en 1975, oui, ce sont bien trois millions de travailleurs de la terre éliminés en près de vingt ans !

Actuellement, pour parachever cette sinistre loi de Pisani, une autre a été

préparée par l'Elysée : elle prévoit qu'il y a encore 450 000 exploitations de trop. « L'agriculture » de conquête à Giscard, Méhaignerie et Cie n'y va pas par quatre chemins pour que leur pétrole vert puisse couler à flot dans leur coffre-fort.

Selon les dirigeants du PCF, l'agriculture française serait en déclin. En fait, les firmes de l'agro-alimentaire et les gros paysans se portent très bien. Il y a quinze ans, la France était importatrice en matière agricole, aujourd'hui elle est exportatrice, au troisième rang mondial, derrière les USA. Jamais « notre » agriculture n'a été si prospère, une prospérité qui va de pair avec la ruine de centaines de milliers de petits et moyens paysans.

René BREAND



La manifestation des lycéens.

Pour une université en Corse, les lycéens de l'île font grève

De notre correspondant en Corse.

JEUDI 5 et vendredi 6 un mot d'ordre de grève a été lancé dans tous les lycées et collèges de Corse par plusieurs organisations lycéennes, étudiantes corses comme « L'Unione di liceani corsi », « Liceani nazunaliqti Corsi », « Ghjuventu socialista corsa », « Consulta di studenti corsi ». Cette grève était organisée pour demander l'ouverture de l'université de Corte, promise officiellement depuis 1975 et dont les premières pierres ne sont toujours pas posées « faute de crédits » ; l'effort sera fait pour 1982 alors...

L'ouverture de l'université de Corte devient de plus en plus importante pour la jeunesse corse, obligée de quitter son pays pour étu-

dier et tenter de trouver un hypothétique travail (10 000 jeunes corses se sont exilés en trois ans).

PAS D'UNIVERSITÉ AU RABAIS

Le pouvoir capitaliste sous la pression de la jeunesse et du peuple corses avait accordé en 1975, par décret, l'ouverture de cette université... pas comme les autres, puisqu'elle ne devait enseigner que du droit.

Il s'agit là d'une université au rabais qui ne donnera pas à la jeunesse corse les moyens de vivre, de travailler chez elle.

Aussi, les lycéens en grève demandent-ils l'ouverture d'une université avec toutes les filières scientifiques, médicales, la création d'instituts correspondant à la situation de la Corse en

Méditerranée, par exemple des instituts de physique méditerranéenne (énergie solaire, géothermie), institut de biologie méditerranéenne (arboriculture, aquaculture, élevage, etc).

Les jeunes corses ne se font pas d'illusion sur les promesses bien creuses de Giscard-Barre, Saunier-Seïté, Pascal Arrighi (président de l'Université). Ils sont prêts à la lutte et à organiser la mobilisation de la jeunesse corse pour obtenir une université pour le peuple corse qui assure la renaissance de sa culture.

UNE GREVE DE SOUTIEN A LA LUTTE DES CORSES

Cette grève avait aussi pour but de demander le départ de la légion de Corte et d'apporter un soutien aux emprisonnés corses, de demander leur libération. Ils ont dénoncé les conditions intolérables de détention des emprisonnés, la répression politique, policière qui s'abat quotidiennement dans l'île.

La grève fut largement suivie dans les lycées d'Aiacciu, Bastia, Corte, Sartene. Une pétition reprenant les revendications des lycéens a recueilli plusieurs centaines de signatures au lycée. A Aiacciu les lycéens ont manifesté et bloqué une artère pour sensibiliser l'opinion ; à Bastia et Corte, il y a eu une manifestation et une conférence de presse.

Les jeunes corses des lycées et des collèges ont montré la voie à suivre, ils ont osé lutter. Certes, il manquait un peu d'organisation dans cette action, le soutien des enseignants ne fut pas systématiquement demandé, cependant, le bilan est largement positif.

Une réunion du collectif des lycéens de Corse doit se réunir bientôt pour faire le bilan de cette grève et prévoir la suite de la mobilisation.

NB : Les intertitres sont de la rédaction.

AGRESSION RACISTE

A Orléans, on a tiré sur un immigré

Correspondant Orléans

SAMEDI 14 H, Benyouness Belhadib, un marocain habitant depuis six ans en France vend des tapis dans les rues d'Orléans. Des inconnus ouvrent une fenêtre, ils disent à Benyouness de venir ; quand il est à 60 mètres d'eux, l'un d'eux pointe une carabine sur Benyouness et tire froidement. Benyouness s'écroule à terre sous le choc, son collègue qui vendait des tapis non loin de là accourt. La personne qui a tiré ne s'attendait peut-être pas à voir quelqu'un d'autre et leur dit : « Venez boire un café, ça va s'arranger ! » C'est le comble ! On tire sur un immigré, on le blesse, ça ne se passe pas tout à fait comme on le veut, alors on propose un café pour arranger ça à l'amiable comme s'il ne s'était rien passé !

Non ! Les immigrés ne sont pas des chiens ! Les deux Marocains préviennent la police qui leur dit de faire un certificat médical.

Benyouness et son ami vont à l'hôpital. Consultation, radio, résultat : une balle de petit calibre est logée dans la mâchoire. Quelques centimètres plus haut et c'était un œil ou la vie qu'aurait perdu Benyouness. On doit donc le transporter à l'hôpital de la Source, pour lui extraire la balle où il subira deux interventions. Qui sont ces personnes qui ont tiré ?

Pour le moment, on ne le sait pas encore : des racistes, c'est sûr. On voit très bien à l'avance l'histoire que va inventer celui qui a tiré : ou bien il va dire que ce type louche, au teint basané était inquiétant ou bien qu'il ne l'a pas fait exprès, qu'il voulait tirer à côté ou alors que le coup est parti tout seul.

Ce qui est plus sûr, c'est

que si c'était l'inverse qui s'était passé, on aurait eu droit à une première page dans tous les journaux à sensation, avec en supplément, une interview de Stoléru sur « l'insécurité des Français à cause des Arabes ».

Mais là, c'était un Marocain, pour qui le seul crime est d'être arabe, dans un pays où tout est fait pour que le racisme se développe.

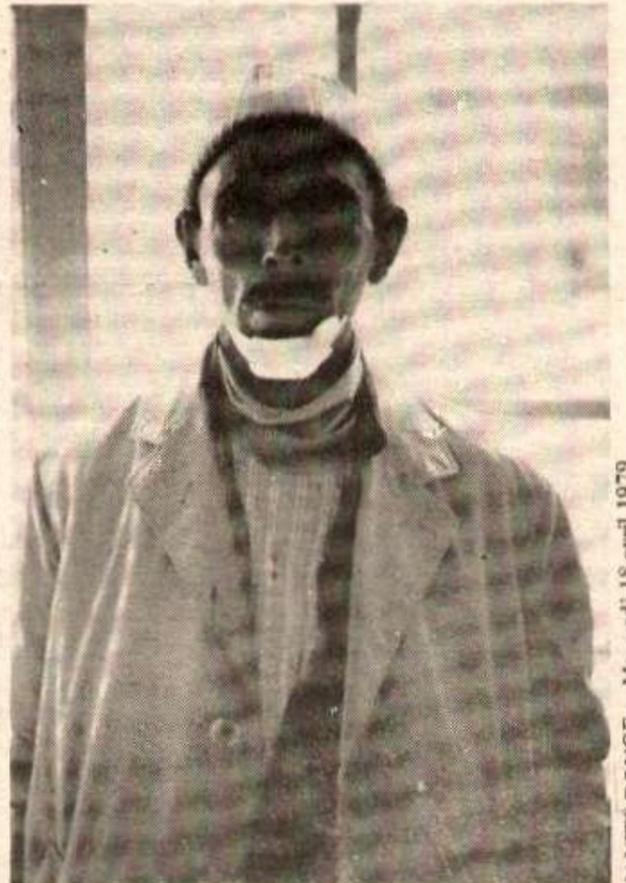
Déjà à Orléans, il y a une quinzaine de jours, un Arabe se faisait agresser par des inconnus en voiture. Mais de cela, on ne parle pas !

On ne parle pas non plus de l'expulsion de travailleurs immigrés du foyer Sonacotra de Strasbourg, ou si peu. C'est vrai, il ne faut pas se le cacher, le racisme, même s'il est créé et entretenu par la bourgeoisie, existe parmi les travailleurs, même si on n'est pas raciste à cent pour cent (« Je ne suis pas raciste, mais... ») on fait des différences, on ne se donne pas toujours la peine de comprendre qu'on n'a pas les mêmes coutumes, la même manière de s'habiller, de vivre. En plus, il faut voir dans quelles conditions sont accueillis les immigrés, dans quelles conditions ils sont logés : à Orléans, dans les foyers, dans les cités d'urgence ou quartiers délabrés : foyer Ile de Corse, Saumonerie ou quartier Bourgogne.

La seule catégorie de personnes qui a intérêt au racisme, c'est la bourgeoisie, car c'est un moyen de plus dont elle se sert pour diviser les travailleurs, c'est une barrière de plus en travers de l'unité à laquelle tous les travailleurs ont intérêt.

Nos ennemis, ce ne sont pas les immigrés, les Arabes, mais la bourgeoisie qui nous exploite tous les jours. Non aux attentats, provocations et crimes racistes !

Qu'ils ne restent pas impunis !



Belhabib Benyouness reçoit une balle dans le menton. Motif : il est arabe (Photo HR).

CORSE

Tentative d'enlèvement d'un militant nationaliste

«La démocratie française» à l'oeuvre

Corse, de notre correspondant.

Il y a peu de temps, à 17 heures, un militant nationaliste du FPC (Fronte di U populu corsu) est interpellé dans la rue par plusieurs inspecteurs de police.

Le militant, M. J.P.A., demande à la police de lui montrer des pièces officielles délivrées par une commission rogatoire éventuelle ; il n'y en avait pas, M. J.P.A. refuse de suivre les inspecteurs. Il est alors embarqué de force

dans un car de flics. C'est un enlèvement véritable au mépris de toutes les procédures juridiques légales.

Bien vite alertées par les cris des militants qui s'étaient regroupés, près de 150 personnes se rassemblent et prennent à partie verbalement la police.

Le militant sera conduit dans les locaux de la police puis relâché rapidement.

Le motif de l'arrestation : un tract du FLNC trouvé dans la boîte aux lettres d'une collègue de travail de M. J.P.A. Le motif bidon monté de toutes pièces prouve que la police est prête à toutes les machinations possibles pour faire peur. Les plasticages de l'officine barbouzarde Francia, les arrestations arbitraires sont les deux visages d'une même répression contre le peuple corse en lutte.

M. J.P.A a décidé de porter plainte pour arrestation abusive contre un commissaire de la police principale responsable dans cette affaire.



Au centre : le militant enlevé sur la voie publique.

LA ROCHE-SUR-YON

Lutte pour le droit à la contraception et à l'avortement

Les femmes s'expliquent dans un tract

LES femmes de la Roche-sur-Yon font campagne pour le droit à la contraception. Voici comment elles s'expliquent dans un tract largement diffusé dans la ville et signé par de très nombreuses organisations.

Les femmes doivent pouvoir trouver dans les centres de planification une contraception gratuite : prescriptions, analyses et tout contraceptif. Cela est particulièrement important pour les mineures, car c'est le seul moyen d'obtenir une contraception sans que les parents puissent s'y opposer.

Mais la contraception n'a pas seulement un aspect physiologique relevant du médecin : elle a aussi un aspect psychologique (ignorance, peur, résistances à la contraception) qui n'est pas d'ordre médical. C'est pourquoi le centre doit disposer de moyens suffisants :

- Pour organiser systématiquement une information réelle, officielle ;
- Pour favoriser à la demande et sous la responsabilité des femmes, groupes et organisations, une information décentralisée dans les écoles, zones rurales, centres sociaux, foyers de jeunes, etc.

Le centre devrait permettre :

- Aux femmes de se rencontrer pour échanger leurs expériences personnelles afin de démedicaliser et démythifier les problèmes de contraception ;

- A tous de trouver une information permanente, collective ou individualisée.

Un effort réel sur la contraception est une condition absolue pour la prévention de l'avortement.

L'INTERRUPTION VOLONTAIRE DE GROSSESSE (IVG)

Nous voudrions :

- Que l'IVG soit gratuite, pratiquée sans discrimination (immigrées, mineures et cas particuliers).

- Que l'intervention soit pratiquée par un médecin qui ait vu la femme avant l'intervention et qu'il la voit après ; qu'elle tienne compte des caractéristiques physiologiques de chaque femme (pas de dilatation accélérée pour gagner du temps !); que le médecin explique ce qu'il fait au fur et à mesure... ce qui suppose que l'activité du médecin soit indépendante de toute notion de « rendement » (pas de paiement à l'acte) ;

- Que l'anesthésie soit possible pour les femmes qui le demandent.

En effet, dans l'IVG comme dans l'accouchement, les femmes ne peuvent plus admettre à l'égard de la souffrance l'attitude paternaliste ou indifférente, dans certains cas sadique, d'une partie du corps médical.

- Que l'accueil (administratif et entretien social obligatoire) soit réalisé par des gens motivés et compétents. On peut aussi envisager que l'accueil des femmes se fasse partiellement dans un cadre collectif, afin que celles-ci puissent s'exprimer entre elles sur ce que représente l'IVG.

Les femmes ne trouvent pas auprès du corps médical une information complète et objective et les traitements les mieux appropriés sur : les problèmes de la maternité-accouchement, les problèmes de la puberté, les problèmes de la ménopause, les problèmes de la stérilité, les problèmes gynécologiques (y compris maladies vénériennes), les cancers féminins (prévention).

Le centre pourrait organiser l'information nécessaire (sans laquelle il n'y a pas de médecine préventive possible) et développer des pratiques qui permettent aux femmes de mieux connaître (et vivre) leur corps (exemple : préparation à l'accouchement, « techniques » de dépistage de certains cancers, etc.) et qui favoriseraient la démedicalisation de certains aspects de la vie gynécologique des femmes.

Dans ce centre, les femmes pourraient établir un rapport à la médecine différent du rapport individuel médecin-malade, dans lequel le médecin reproduit souvent un comportement phallosocrate et mysogine ; comportement qui est un des aspects de l'oppression générale des femmes dans notre société.

Enfin, tous doivent pouvoir trouver aussi une information, une écoute et un soutien sur tout ce qui concerne la sexualité.

Le centre doit fonctionner sous la responsabilité d'une équipe polyvalente motivée, sans hiérarchie et qui puisse lui consacrer un temps suffisant. Les femmes, les usagers du centre doivent pouvoir participer efficacement, légalement, au fonctionnement de cette équipe.



A Marseille aussi, les femmes ont engagé la lutte pour le droit à la contraception et à l'avortement. En mars, une manifestation a regroupé plus de 2 000 personnes (photo HR).

Nous demandons l'ouverture de centres fonctionnant sur les mêmes bases dans les principales villes du département, et en particulier que les chefs de services hospitaliers ne puissent plus invoquer la clause de conscience pour bloquer l'ouverture d'un centre dans leur service.

Le gouvernement utilise la propagande pro-famille et nataliste (retour des femmes

au foyer, famille de trois enfants) comme un des moyens dans la crise économique et sociale actuelle.

Nous refusons cette exploitation et nous luttons :

- Pour le droit des femmes au travail ;

- Pour le droit des femmes à décider elles-mêmes de leur maternité et de leur sexualité.

C'est pourquoi au moment où la loi Veil va être remise en cause, nous exigeons :

- Une véritable politique en faveur de la contraception ;

- Le droit à l'avortement gratuit ;

- La création de centres sous le contrôle des femmes.

Signataires : Choisir-Vendée, Planning familial, CFDT union locale la Roche-sur-Yon, CPAR (Coordination pour une alternative révolutionnaire), CSCV (confédération syndicale du cadre de vie), EF (École émancipée), Groupe alphabétisation, Groupe Yonnais féministe, Ligue communiste révolutionnaire, Parti communiste marxiste-léniniste, Parti socialiste, Parti socialiste unifié, Syndicat de la médecine générale, UFCV (Union féminine civique et sociale).

RVI-BERLIET A LYON

Témoignage sur la restructuration

Méthodes pour provoquer des départs forcés

(Lyon, de notre correspondant.

LES travailleurs de Berliet-RVI (Renault Véhicule industriel) nous ont parlé de leur vie à l'atelier ou au bureau, à l'heure de la restructuration. Celle-ci est une affaire bien préparée par les patrons.

Tout d'abord une bonne formule destinée à rendre plus populaires des licenciements, le « départ volontaire ». Pour les patrons, cela signifie que 950 départs sont nécessaires pour supprimer les jours chômés en 1979. Pour atteindre cet objectif, la direction a offert des primes allant de 15 000 à 25 000 F suivant l'ancienneté dans la boîte. Dans un premier temps, ces départs ont surtout touché les immigrés.

Lorsque la prime ne suffit plus, RVI emploie d'autres moyens pour provoquer des départs forcés. Les travailleurs nous ont éclairé sur les méthodes appliquées dans l'entreprise. Ils nous ont relaté les diverses pressions qu'ils subissent depuis la décision des nouvelles suppressions d'emploi : « Il y a un gars algérien, son chef l'a pris par la main et il l'a amené trois fois, quatre fois à son bureau pour lui faire signer son départ, le gars ne voulait pas y aller,

le chef voulait le forcer pour se débarrasser de lui ».

Pour les gêneurs, il existe aussi d'autres moyens à RVI pour s'en débarrasser. Alors, ce sont les mutations. Soit à l'intérieur de l'usine, soit carrément dans une autre ville de France où Berliet est implanté. « Beaucoup de gens ont été à Paris, Montpellier, etc. Ils ne peuvent pas refuser, c'est ça ou la porte ». Dans l'entreprise même, certains travailleurs sont « prêtés » dans les différents ateliers qui ont besoin d'eux (voir article ci-contre).

Depuis la première vague de départs volontaires la direction impose aux travailleurs des cadences plus élevées. « Les ouvriers sont obligés d'avoir un rendement maximum sous peine de s'entendre dire : tu ne fais pas l'affaire » ce qui signifie bien sûr, la mise à la porte !

Mais l'offensive du patron n'en reste pas encore là, un coup sérieux a été porté contre les travailleurs avec les réductions d'horaires. « On fait une heure de moins par semaine, ce qui fait quatre heures par mois ; comme ce sont des heures supplémentaires, ça en fait cinq de moins. C'est vrai, on a eu une augmentation de 2 % mais les charges sociales ont aussi augmenté. Résultat, je perds 250 à

300 F sur ma paie ».

Et puis, il y aussi la peur d'être dans le prochain train des départs programmés. Surtout pour ceux qui se sont renseignés sur les conditions d'attribution des primes lors des départs volontaires. Ceux-là sont inscrits sur une « liste noire » qui pourrait servir pour les prochaines suppressions d'emploi. Aujourd'hui, RVI veut devenir de plus en plus com-

pétitif. Pour cela, il emploie tout l'arsenal trop connu par ceux qui paient la crise : licenciements, réduction d'horaires, augmentation de cadences... Tout ceci s'inscrit bien dans l'exécution du plan Barre. Quant aux accords avec la firme américaine Mack, ils permettent au PDG Zanotti de faire de belles promesses, mais les promesses de patron, on sait ce que ça vaut !

«Je suis un prêté chez Berliet»

Les ouvriers « prêtés » sont des ouvriers que l'on envoie travailler dans différents ateliers suivant les besoins, sans tenir compte de leur qualification. L. est marocain, il nous a expliqué ce que c'est que d'être « prêté » chez RVI. « Il ne nous demande pas notre avis. Si dans un atelier, il manque du monde, le chef téléphone à la maîtrise pour demander des gars. Alors, on nous envoie vers tel ou tel atelier suivant les besoins du service. Souvent, ils ne nous mettent pas même au courant de la sécurité. On ne connaît pas la machine, il faut s'adapter très vite et les accidents du travail sont fréquents et puis quand on est « prêté », on a tout juste le temps de faire connaissance avec les autres ouvriers et aussitôt on est envoyé ailleurs. Par exemple, quand on arrive dans un atelier, on est obligé de travailler dur car on ne connaît rien et puis, au bout d'un certain temps, on arrive à baisser un peu la cadence, mais quand on ne fait pas la production ou qu'on rouspète un peu, on nous envoie tout de suite ailleurs. Si l'on refuse un boulot, au bout de trois fois, c'est la porte. Ils considèrent les gens comme des pions, ils les déplacent où ils veulent et les gens n'ont rien à dire ».

REDON

Appel au soutien financier aux travailleurs de la SNET-Garnier

Communiqué de la section syndicale CFTD de la SNET-GARNIER
Syndicat des métaux du pays de Redon
Union de pays de Redon, CFTD.

DEPUIS 1969, les travailleurs de Garnier ont mené une lutte acharnée pour sauvegarder leurs emplois. Les effectifs de l'entreprise sont passés de 880 personnes à 400 en dix ans, mais la dure lutte qu'ils ont menée en 1975 a permis que l'entreprise soit encore debout aujourd'hui.

A nouveau, les travailleurs de Garnier se trouvent dans une situation dramatique. En effet, après l'annonce de 63 licenciements en décembre, les travailleurs ont engagé la lutte aussitôt. L'action engagée a déjà permis de ramener le nombre de licenciements de 63 à 39.

Mais les travailleurs rejettent tout licenciement. Ces mesures de licenciements ne règlent en rien la nature du problème posé.

Pour le syndicat CFTD des Métaux et l'Union du pays de Redon, le problème doit être pris en compte à la mesure de son incidence.

En fait, nous sommes à nouveau au bord d'une troisième affaire Garnier car l'enjeu se situe dans le maintien ou non de l'entreprise entraînant licenciements et disparition à nouveau d'une entreprise dans un pays où les travailleurs et leur famille subissent durement la dégradation économique du pays.

La direction veut faire passer ces 39 licenciements uniquement pour gagner un peu de temps. A terme, l'avenir de l'entreprise étant compromis et les 400 emplois menacés.

Les travailleurs de la SNET ont engagé de multiples actions depuis le mois de décembre.

Après l'envoi des lettres de licenciements le 14 mars, l'action s'est amplifiée (3 jours de grève illimitée avec occupation, une semaine de grève tournante du 19 au 24 mars, ce qui correspond à 70 heures de grève).

Conscient de cette situation, M. Ayel, le gérant de l'entreprise joue sur le pourrissement du conflit en voulant mettre les travailleurs à genoux financièrement.

La solidarité la plus large est nécessaire pour faire échec au licenciement, pour que les travailleurs de Garnier

gagnent pour l'avenir du pays de Redon. Aussi, les travailleurs de Garnier invitent-ils tous ceux qui le désirent à les soutenir financièrement en envoyant leurs dons au crédit agricole de Redon : 02522571 000 au nom d'Antoine Cocaud.

21, rue des Auvrays - 35600 - Redon.

Grève dans un atelier de l'APC (Toulouse)

Sek. information CFTD

45 ouvriers aux APC sont en grève pour :

- 1) Congés supplémentaires pour compenser mauvaises conditions de travail ;
- 2) Amélioration des conditions de travail ;
- 3) Effectifs supplémentaires ;
- 4) Classifications ;
- 5) Garantie de l'emploi.

La forme d'action choisie : baisse de la fabrication de 50 % depuis le 27 mars.

Le 7 avril, la grève devient totale pour menace de licenciements pour action illégale. La grève est suivie à 100 % et reconduite tous les jours en assemblée générale. Le personnel fait grève sur le tas.

Correspondant Toulouse

HOUBLIN-ENCOISNE (NORD)

Grève dans l'unité à Coignet

De notre correspondant Lille,

DEPUIS le lundi 9 avril, les ouvriers de Coignet à Houblin-Encoisne sont en grève pour les revendications suivantes : 50 centimes de plus de l'heure, 13e mois et notamment, pour les chauffeurs, la qualification OHQ. Le patron a essayé de diviser les ouvriers en satisfaisant les chauffeurs mais les chauffeurs continuent la grève par solidarité. Par ailleurs, les ouvriers de Coignet à Lille ont débrayé également par solidarité et en même temps contre des menaces de licenciement.

Samedi soir, quelques camarades de la Lyre des travailleurs sont venus chanter devant le piquet de grève et ils ont promis d'y retourner mercredi prochain pour animer la soirée et pour soutenir la lutte. (Affaire à suivre).

LILLE

Quand les Dalton attaquent (suite) ...

L'ENTREPRISE TME (Technique moderne d'emballage ex Rigot-Stalars) à Marquette doit fermer. Telle est la décision que les frères Willot ont prise au dernier comité d'entreprise du groupe en même temps que la fermeture de l'entreprise Crespel à Labassé et des licenciements dans tout le groupe. C'est le prix que les frères Willot font payer aux travailleurs pour le rachat de l'empire Boussac ! La fermeture de Rigot Stalars, cela signifie pour les 221 personnes de l'usine :

- Les plus de 55 ans en pré-retraite ;
 - Quelques travailleurs reclassés à Vinselles, la Madeleine, Wambrechiss et Pirenichies dans les usines Willot.
 - Le reste, au chômage !
- La section CGT de Rigot dénonce les propositions de « reclassement » et s'oppose à tout licenciement.

Il faut savoir que les travailleurs de Rigot Stalars Marquette sont souvent des « reclassés » d'anciennes usines Rigot qui ont déjà été liquidées par les Willot. On sait à Marquette ce que veulent dire « les reclassements » !

C'est pourquoi, mercredi 4, à l'appel de la CGT, les travailleurs de Rigot ont débrayé à 95 % et manifesté en bloquant la route de Lille à Halouin, avec le soutien de délégations de Massey-Ferguson et de Marketube. Le temps presse en effet pour s'opposer aux licenciements. La direction locale a dit au comité d'entreprise qu'il n'y aurait pas d'équipe d'entretien comme cela se fait chaque année, au mois d'août. Ce qui signifie que les licenciements pourront avoir lieu au mois de juillet.

MESSAGE DE LA CELLULE JEAN MAËS DU PCML AUX TRAVAILLEURS DE RIGOT STALARS

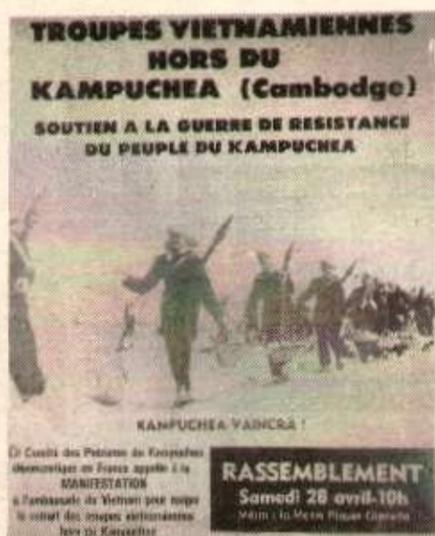
Pas un seul licenciement dans le groupe Willot !

Les frères Willot viennent de porter un nouveau coup aux travailleurs du groupe en décidant la fermeture de plusieurs entreprises, dont Rigot Stalars à Marquette.

Face à cette mesure, la cellule Jean Maës du PCML appelle les travailleurs de Marquette mais aussi ceux de tout le groupe à s'opposer à tout licenciement !

A Saint-Frère, à la MSTC, chez Agache-Willot, DMC, Conforama, tous unis contre les licenciements !

La cellule Jean Maës invite les travailleurs de Rigot et leur section syndicale à tenir un stand à la journée de rencontre ouvrière organisée à Dunkerque par le PCML, afin de faire connaître leur lutte aux délégations ouvrières venues de toute la France qui participeront à ce rassemblement.



A l'occasion du quatrième anniversaire de l'indépendance nationale du Kampuchea démocratique, le Comité des patriotes du Kampuchea démocratique en France organisera le mardi 17 avril à 20 h à la Maison des Etudiants - 61, rue Madame, Paris 6e, un meeting commémoratif.

Le n° 19 de *Prolétariat* est paru
Cent pages pour comprendre l'Europe



Abonnez-vous 1 an : 52F
Soutien : 80F

Cellules et sections : ajoutez vos commandes... et payez vos dettes.
Prolétariat BP 320 13213 Marseille Cedex 1 CCP 2130 89 H Marseille.

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

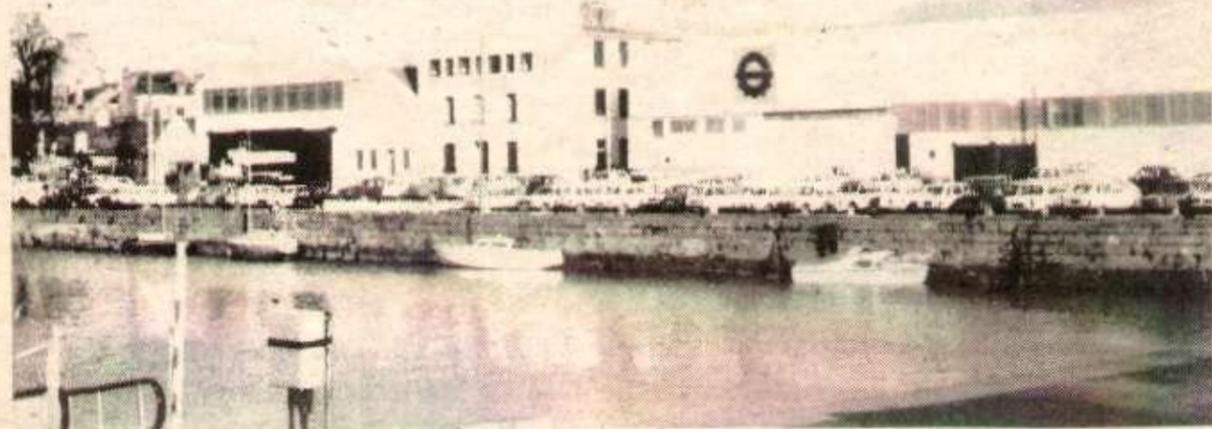
NOM
PRENOM
Lieu de travail
Adresse
Code postal

(A retourner à la boîte postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel
L'Humanité rouge - Pour toute correspondance :
BP : 61 75861 Paris cédex 18
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205.51.10

Directeur de publication : André Druenne
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépôt légal 2ème trimestre 1979



L'usine Garnier à Redon : en 10 ans, les effectifs sont passés de 880 personnes à 400 personnes.



Le rassemblement avant le départ de la manifestation (photo HR).



Une grande combativité (photo HR).

ALES (GARD)

5 000 dans la rue pour travailler et vivre au pays

Les mineurs d'Alès, ceux d'Ugine-Acier, les ouvriers d'Eminence et de Cacharel, ceux de la source Perrier, les métallos de la SAFT et bien d'autres ...



5 000 personnes à la journée départementale appelée par la CGT, la CFDT et la FEN (photo HR).



Des ouvriers d'Ugine-Acier (photo HR).

De notre correspondant Languedoc-Roussillon

CA fait un bail ! Comme on dit ici, qu'on n'avait vu tant de monde dans les rues d'Alès ! Pas moins de 5 000 personnes se sont rassemblées pour la « Journée départementale de luttes » organisée par la CGT, la CFDT et la FEN. Et puis ce n'était pas une manifestation-procession, le moral était bon et les nombreuses délégations ouvrières présentes se sont fait les poumons pendant le défilé !

— Certains étaient venus en tenue de travail, tels les mineurs d'Alès, toujours sur la brèche, contre la fermeture des mines annoncée pour fin 1979.

— Ceux d'Ugine-Acier du port de l'Ardoise, coiffés de leurs casques, étaient venus à 150 pour montrer leur détermination devant les menaces de licenciements.

— Les ouvrières de la confection d'Eminence et aussi celles de Cacharel (de Bénéges et de Saint-Christol-les-Alès) actuellement mobilisées pour s'opposer à un projet patronal sur le salaire au rendement, étaient là et se sont fait entendre.

— Ceux de la source (Perrier), une des rares entreprises qui embauchent sur la région, étaient là, bien sûr, certains en bleu et scandaient « unité à la base et dans l'action », chantaient l'Internationale...

— Il faut aussi citer les métallos de la SAFT (Tamaris), les ouvriers de la céramique (Allia-Doulton), ceux de la construction et du bâtiment, les cheminots du dépôt SNCF de Nîmes menacés de licenciements, les travailleurs de Rhône-Poulenc (Salindres), ceux de Marcoule sans oublier trois ouvriers licenciés de la SPRA qui avaient tenu à manifester avec leur banderoie contre la répression.

Et puis les hospitaliers en grand nombre, les communaux, les éboueurs, aussi les enseignants, les employés de la caisse d'épargne en grève et ceux du centre Le Luc de Nîmes en grève aussi, etc. Sans oublier l'écrivain J. Pierre Chabrol fidèle défenseur des travailleurs de sa région.

L'après-midi a commencé par un meeting en plein air sur la place de la mairie. C'est à cette occasion qu'ont été loués les états généraux du Languedoc-Roussillon. Si, devant les discours des divers signataires, l'attention de l'assemblée était peu soutenue, les discussions allaient bon train entre les divers groupes et on sentait bien tous ces travailleurs, ces syndicalistes con-

tents de se retrouver, de se compter. Cela fut encore plus net pendant la manifestation et c'est vrai qu'une certaine force se dégageait de cette manifestation.

Comme l'indiquait notre comité régional dans un dernier communiqué à la presse : « La force de la classe ouvrière c'est son unité ! »

Cette unité, elle se forge dans et pour la lutte de classe contre les licenciements et le chômage en particulier :

Elle se forge aussi pour sortir de l'isolement d'une entreprise, d'une ville, d'une région.

Elle se forge en développant la solidarité de la classe ouvrière autour des entreprises en lutte dans notre région, autour des sidérurgistes en lutte dans le Nord et l'Est aujourd'hui ». Et il reste beaucoup à faire dans ce sens !

Les travailleurs de Vallourec n'ont pas débrayé et ne sont pas venus à la manifestation (sauf venus pour porter la banderoie — le délégué CGT et deux autres délégués qui nous avaient reçu le matin nous ont déclaré que l'organisation de cette journée ne s'était pas fait démocratiquement — quand on sait que des menaces de licenciement persistent, quand on connaît le travail et la solidarité qu'ont été capables de développer autour d'eux ceux de Vallourec, on est en droit de se poser la question : « Pourquoi tout n'a-t-il pas été fait pour réaliser l'unité avec ces camarades ? »

D'autres syndicalistes se sont plaints de la rapidité avec laquelle cette manifestation a été décidée et du peu de temps pour la préparer : certains n'ont eu les tracts que deux jours avant.

Dans aucun des discours, il n'a été question des travailleurs immigrés (pourtant nombreux dans la région d'Alès !) et de la nécessaire unité avec eux !

Tout cela crée des divisions et affaiblit le camp des ouvriers. Rassembler c'est bien, ça donne le moral mais il faut surtout renforcer l'unité de la classe ouvrière, la solidarité populaire autour de la classe ouvrière afin de se préparer à de dures batailles contre les licenciements. Il faut coordonner les luttes. Il faut que les ouvriers menacés de licenciements soient assurés de la solidarité active de toute la classe ouvrière et la population de la ville d'abord, du département s'il le faut et de la région enfin !

C'est à cela que nous devons travailler pour arracher les indispensables victoires au patronat !

Communiqué du Comité de Parti Régional (Languedoc-Roussillon) du PCML

Il faut se préparer à de dures batailles contre les licenciements

Voir page 4